

« Jusqu'à quel point pouvons-nous accueillir de nouveaux habitants ? »

Conseil régional. Mercredi, la majorité a présenté un diagnostic régional des vulnérabilités climatiques. Un état des lieux qui alerte sur les effets en cascade du réchauffement.

● Christel Martineau-Marteel

« La Bretagne de 2100 se prépare aujourd'hui ! » C'est par cette formule que le président de Région, Loïc Chesnais-Girard, signe l'avant-propos du diagnostic de vulnérabilité au changement climatique. Réalisé avec l'État, l'Ademe (Agence de développement et de la maîtrise de l'énergie), le référent public en aménagement Cerema, l'Office français de la biodiversité et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, ce document est le premier volet de la stratégie régionale d'adaptation (SRACC).

« Cette stratégie a un intérêt majeur. Notre rôle est d'accompagner tous les territoires de Bretagne et d'interroger nos politiques publiques à l'aune de nos vulnérabilités », assure Michaël Quernez.

La situation est désormais suffisamment connue pour ne pas découvrir de grosses surprises. Il n'en demeure pas moins que le constat est sans appel : la température moyenne a déjà progressé de 1,4 °C en Bretagne par rapport à la période 1850-1900.

En s'appuyant sur la trajectoire

officielle de référence de la France, le diagnostic anticipe donc + 4° à l'horizon 2100 et 2,7 °C dès 2050. Les vagues de chaleur de l'été 2026, d'une intensité rare, ne seraient donc qu'un avant-goût de ce qui nous attend.

Aussi, dès 2040, des pics à 44 °C avec des épisodes pouvant durer plusieurs semaines sont tout à fait possibles. « Il est impératif que la Région passe au tamis des + 4 °C tout contrat qu'elle signe à plus de 10 ans, et chaque aide qu'elle apporte à une entreprise », demande Tristan Bréhier pour le groupe centriste.

Commune par commune

La Bretagne va devoir composer avec un contraste saisonnier qui va contrarier de plus en plus sa réputation de région arrosée. En effet, les sécheresses estivales devraient être plus longues, notamment dans le sud, et des inondations hivernales plus fréquentes.

Sur le littoral, la hausse du niveau de la mer et l'érosion menacera de plus en plus les infrastructures, l'économie et la biodiversité. « Tout

ça pour nous dire qu'il fait chaud l'été », estime Virginie d'Orsanne pour le RN, quand Véronique Méheust, pour la droite, interroge sur « l'intérêt opérationnel du diagnostic, son coût et sa valeur ajoutée ».

Au total, 21 aléas climatiques ont été étudiés commune par commune et douze thématiques ont été passées en revue, de l'agriculture à la santé en passant par l'énergie et le tourisme.

Le rapport relève des vulnérabilités fortes partout, particulièrement sur la santé, avec une population plus âgée, sur l'eau, la qualité de vie, les réseaux de transport et l'énergie. Qu'on se le dise, aucune commune ne sera épargnée, même si le littoral et le sud apparaissent comme les plus exposés.

Des effets en cascade

Le document insiste sur les effets en cascade du changement climatique. Plus rare l'été, l'eau verra aussi sa qualité menacée, avec des conséquences sur la conchyliculture, le tourisme et la santé. Une panne électrique ou ferroviaire pourrait aussi paralyser une large part de

l'économie.

Quant aux plus fragiles, que sont les personnes âgées, les secteurs déjà sous tension et les petites entreprises, ils seront probablement plus durement touchés.

Sans adaptation d'ici là, le tableau esquissé dès 2050 est sombre, et dépeint une Bretagne avec des exploitations sans repreneurs, des forêts qui dépérissent, des écoles fermées en début et fin d'été, des soignants épuisés, une érosion du modèle touristique traditionnel.

Reste à savoir quelles réponses apporter. Valérie Tabart, pour les régionalistes, n'hésite pas à « politiser » le débat et pose clairement les questions : « Jusqu'à quel point pouvons-nous accueillir de nouveaux habitants en Bretagne ? Quelle fréquentation touristique est soutenable l'été sur les littoraux déjà sous pression ? Quelle transformation agricole devons-nous envisager... ? Prenons à bras-le-corps ces sujets sans tomber dans le technosolutionnisme. »

Si l'on suit le diagnostic des vulnérabilités, il y a une certaine urgence à apporter des réponses.